

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## EXECUTIF DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 89 — 2170

28 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale réglant à titre provisoire les modalités de fonctionnement interne de l'agglomération bruxelloise en matière budgétaire

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 108ter, § 2, de la Constitution;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de Communes, modifiée par la loi du 21 août 1987;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 89;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1989 de l'Exécutif de la Région Bruxelles-Capitale portant règlement de son fonctionnement dans les matières d'agglomération et réglant la signature des actes de l'Exécutifs,

Arrête :

**Article 1er.** En vue d'assurer la continuité du service et le bon fonctionnement de l'agglomération, les services de l'agglomération respectent les procédures suivantes en matière de fonctionnement administratif et budgétaire.

Les services de l'agglomération s'articulent en fonction des matières suivantes :

- lutte contre l'incendie et aide médicale urgente;
- enlèvement et traitement des immondices;
- transport rémunéré des personnes et coordination des activités communales;
- autres matières regroupées ci-après sous le terme « services généraux ».

Le terme « chef de service » utilisé ci-après désigne le fonctionnaire le plus élevé en grade à qui incombe la responsabilité de chacune des matières énoncées.

*Les dépenses*

Engagement des dépenses

**Art. 2. I.** Dans le cadre de la gestion journalière, les chefs de service ou leur remplaçant peuvent proposer des engagements de dépenses pour les marchés de fournitures de biens ou de travaux (service ordinaire) dans les limites suivantes :

	Fournitures	Travaux
Propreté publique	200 000	200 000
Incendie	200 000	200 000
Taxi	50 000	—
Services généraux	50 000	200 000

Ils établissent les bons de commande. Ceux-ci sont transmis au Service des Finances pour contrôle et enregistrement, et sont visés par le secrétaire.

II. Les propositions de dépenses supérieures à ces montants sont transmises au Ministre compétent après contrôle et enregistrement par le Service des finances et sont visés par le secrétaire.

Cette procédure s'applique à toutes propositions relatives aux marchés de services au service ordinaire et toutes propositions relatives au service extraordinaire.

III. Lorsqu'une proposition d'engagement de dépenses définies au I supra est contestée par le secrétaire, celui-ci saisit, dans un délai de cinq jours, le Ministre compétent du dossier concerné.

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE EXECUTIEVE

N. 89 — 2170

28 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende voorlopige regeling van de modaliteiten van interne werking van de Brusselse agglomeratie in begrotings-aangelegenheden

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op artikel 108ter, § 2, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1987;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 12 juli 1989 houdende verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;

Gelet op het besluit van 20 juli 1989 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende het reglement van zijn werking in agglomeratieaangelegenheden en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve,

Besluit :

**Artikel 1.** Teneinde de continuïteit van de dienst en de goede werking van de agglomeratie te verzekeren, worden de diensten van de agglomeratie verzocht de volgende procedures na te leven inzake administratieve en begrotingswerking.

De diensten van de agglomeratie zijn gegroepeerd in functie van de volgende materies :

- brandweer en dringende medische hulp;
- ophaling en verwerking van huisvuil;
- bezoldigd personenvervoer en coördinatie van de gemeentelijke activiteiten;
- andere materies die hierna zijn samengebracht onder de benaming « algemene diensten ».

De hierna gebruikte term « Diensthof » slaat op de ambtenaar met de hoogste graad die verantwoordelijk is voor elk van de vermelde materies.

*De uitgaven*

Vastlegging van de uitgaven

**Art. 2. I.** In het raam van het dagelijks beheer, kunnen de diensthoofden of hun vervanger vastleggingen van uitgaven voorstellen voor de overeenkomsten van leveringen van goederen of diensten (gewone dienst) binnen volgende perken :

	Leveringen	Werken
Huisvuilophaling	200 000	200 000
Brand	200 000	200 000
Taxi	50 000	—
Algemene diensten	50 000	200 000

Zij maken de bestelbons op. Deze worden overgemaakt aan de Financiërdienst voor controle en registratie en worden geïseerd door de secretaris.

II. De voorstellen tot uitgaven hoger dan deze bedragen worden overgemaakt aan de bevoegde Minister na controle en registratie door de Financiërdienst en worden geïseerd door de secretaris.

Deze procedure geldt voor alle voorstellen betreffende overeenkomsten van diensten in gewone dienst en voor alle voorstellen betreffende de buitengewone dienst.

III. Wanneer een voorstel tot vastlegging van de in I hierboven bedoelde uitgaven wordt betwist door de secretaris maakt deze het betrokken dossier aanhangig bij de bevoegde Minister binnen een termijn van vijf dagen.

IV. Le secrétaire engage et ordonnance les dépenses de personnel relatives à l'octroi de traitements, salaires, allocations et indemnités pour autant qu'il s'agisse de l'application normale des réglementations existantes.

#### *Ordonnement des dépenses*

**Art. 3.** Les chefs de service établissent les ordres à mandater après vérification ou certification des factures.

Ces ordres à mandater sont transmis pour contrôle et enregistrement auprès du Service des Finances qui établit les mandats de paiements. Ces mandats sont visés par le secrétaire et transmis au receveur pour liquidation.

Lorsqu'un ordre à mandater est contesté par le secrétaire, celui-ci saisit le Ministre compétent dans un délai de cinq jours. Le receveur doit transmettre dans les dix jours, au Ministre des Finances les mandats qu'il estime ne pas devoir exécuter. Le Ministre des Finances transmet le mandat contesté à l'Exécutif et en informe le Ministre compétent.

#### *Caisse de menus débours*

**Art. 4.** Le Ministre compétent détermine le nombre et le montant de chaque caisse de menus débours qui sont limitées au minimum indispensable.

#### *Des recettes*

##### *Taxes, impositions et redevances*

**Art. 5. § 1er.** L'Exécutif charge, à titre transitoire, le receveur du recouvrement des taxes, impositions et redevances de l'agglomération lorsque ce recouvrement n'incombe pas à un service de l'Etat ou de la Région. Les rôles sont arrêtés et rendus exécutoires par l'Exécutif.

§ 2. A titre transitoire, les compétences de perception attribuées à l'Exécutif par l'article 51, § 5, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises sont exercées par le receveur, conformément à la législation en vigueur avant l'installation des organes visés à l'article 48 de ladite loi.

#### *Prestations*

**Art. 6.** Dans le cadre de la gestion journalière, les chefs de service sont autorisés à conclure des contrats pour les montants inférieurs à 100 000 F en application de la réglementation. Le Ministre compétent conclut les contrats d'un montant supérieur à 100 000 F sur proposition des chefs de service. Les chefs de service sont responsables de l'envoi des factures et établissent les états de recouvrement. Le service des Finances enregistre ces états de recouvrement et les transmet au receveur.

#### *Autre recettes*

**Art. 7.** Ces recettes sont perçues à l'initiative et par le receveur.

##### *Agents chargés de la perception de diverses redevances.*

**Art. 8.** Le Ministre compétent désigne les agents autorisés à percevoir les redevances non centralisées auprès du service de la recette. Sur proposition du receveur, il détermine les modalités de perception. Le contrôle de ces modalités de perception est exercé par le receveur.

#### *Mises en non-valeur*

**Art. 9.** Les propositions de mises en non-valeur émanant des services et résultant d'erreurs matérielles sont soumises pour avis au receveur qui les transmet au secrétaire pour visa et enregistrement par le Service des Finances.

Toutes autres propositions de mise en non-valeur feront l'objet d'un état récapitulatif mensuel qui sera soumis à l'approbation de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale après avis du receveur et visa du secrétaire.

#### *Gestion de fonds et de la trésorerie*

**Art. 10.** Le receveur est responsable de la gestion des fonds de la trésorerie conformément aux directives générales du Ministre du Budget. Celui-ci informe régulièrement, et au moins mensuellement, le Ministre du Budget et le Ministre ayant le financement général de l'agglomération dans ses attributions des opérations intervenues en matière de gestion de fonds ainsi que de la situation de trésorerie.

#### *Dispositions relatives aux marchés publics*

**Art. 11.** Les marchés de travaux, fournitures et services, sont régis par la loi du 14 juillet 1976, ses arrêtés royaux et ministériels d'application et leurs modifications subséquentes. Il en découle que le

IV. De secretaris verricht de vastlegging en de ordonnanciering van de personeelsuitgaven voor wedden, lonen, toelagen en vergoedingen voor zover het gaat om de normale toepassing van de bestaande reglementeringen.

#### *Ordonnanciering van de uitgaven*

**Art. 3.** De diensthoofden stellen de te mandateren opdrachten op na verificatie en voor echt verklaring van de facturen.

De te mandateren opdrachten worden voor controle en registratie overgemaakt aan de Financierdienst die de betalingsmandaten opmaakt. Die mandaten worden geviséerd door de secretaris en aan de ontvanger voor vereffening overgemaakt.

Wanneer een te mandateren opdracht wordt betwist door de secretaris, maakt deze zulks bij de bevoegde Minister aanhangig binnen een termijn van vijf dagen. De ontvanger moet de mandaten die hij meent niet te moeten uitvoeren binnen tien dagen aan de Minister van Financiën overmaken. De Minister van Financiën maakt het betwiste mandaat over aan de Executieve en brengt de bevoegde Minister hiervan op de hoogte.

#### *Kas van kleine uitgaven*

**Art. 4.** De bevoegde Minister bepaalt het aantal en het bedrag van elke kas van kleine uitgaven die beperkt worden tot het onontbeerlijke minimum.

#### *De ontvangsten*

##### *Taksen, belastingen en retributies*

**Art. 5. § 1.** Bij wijze van overgangsmaatregel, belast de Executieve de ontvanger met de inning van de taksen, belastingen en retributies van de agglomeratie wanneer deze inning niet door een Rijksof Gewestdienst behoort gedaan te worden. De kohieren worden vastgelegd en uitvoerbaar verklaard door de Executieve.

§ 2. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de aan de Executieve bij artikel 51, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen toegekende inningsbevoegdheden uitgeoefend door de ontvanger overeenkomstig de vigerende wetgeving vóór de installatie van de bij artikel 48 van voormelde wet bedoelde organen.

#### *Prestaties*

**Art. 6.** In het kader van het dagelijks beheer, zijn de diensthoofden ertoe gemachtigd overeenkomsten af te sluiten voor bedragen beneden 100 000 F bij toepassing van de reglementering. De bevoegde Minister sluit de overeenkomst af voor een bedrag boven de 100 000 F op voorstel van de diensthoofden. De diensthoofden zijn verantwoordelijk voor het verzenden van de facturen en zij maken de inningsstaten op. De Financierdienst registreert deze inningsstaten en maakt ze aan de ontvanger over.

#### *Andere ontvangsten*

**Art. 7.** Die ontvangsten worden geïnd op initiatief van en door de ontvanger.

##### *Personeel belast met de inning van allerhande retributies.*

**Art. 8.** De bevoegde Minister duidt het personeel aan dat ertoe gemachtigd is de retributies te innen die niet bij de Dienst Ontvangsten zijn gecentraliseerd. Op voorstel van de ontvanger bepaalt hij de modaliteiten van inning. De controle op die modaliteiten wordt door de ontvanger uitgevoerd.

#### *Oninbare ontvangsten*

**Art. 9.** De voorstellen tot oninbare ontvangsten die uitgaan van de diensten en het gevolg zijn van materiële vergissingen worden voor advies voorgelegd aan de ontvanger die ze overmaakt aan de secretaris voor visum en registratie door de Financierdienst.

Alle andere voorstellen tot oninbare ontvangsten zullen worden opgenomen in een maandelijks samenvattende staat die ter goedkeuring aan de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve wordt voorgelegd na advies van de ontvanger en visum door de secretaris.

#### *Beheer van gelden en van de thesaurie*

**Art. 10.** De ontvanger is verantwoordelijk voor het beheer van de gelden en voor de thesaurie overeenkomstig de algemene onderrichtingen van de Minister van Begroting. Hij brengt de Minister van Begroting en de Minister tot wiens bevoegdheid de algemene financiering van de agglomeratie behoort geregeld en, ten minste één maal per maand, op de hoogte van de gedane verrichtingen inzake beheer van gelden alsook van de kastoestand.

#### *Bepalingen betreffende de openbare overeenkomsten*

**Art. 11.** Voor de overeenkomsten inzake werken, leveringen en diensten gelden de wet van 14 juli 1976, de koninklijke en ministeriële toepassingsbesluiten ervan en de daaropvolgende wijzigingen

mode de passation du marché et les critères de désignation de l'adjudicataire doivent être motivés et ce, plus particulièrement pour tout marché supérieur à 100 000 F.

#### Dispositions finales

**Art. 12.** Le présent arrêté règle les matières visées à l'article 108ter, § 2, de la Constitution.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 20 juillet 1989.

**Art. 14.** Les Ministres de l'Exécutif sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 septembre 1989.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ministre de l'Aménagement du Territoire,  
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,  
de la Conservation, de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRYP

Le Ministre des Travaux publics,  
des Communications et de la Rénovation des Sites  
d'activités économiques désaffectés,

J.L. THYS

ervan. Daaruit volgt dat de wijze van afsluiting van de overeenkomst en de criteria inzake aanduiding van de opdrachtnemer gemotiveerd moeten zijn en zulks meer bepaald voor elke overeenkomst van meer dan 100 000 F.

#### Slotbepalingen

**Art. 12.** Dit besluit regelt de aangelegenheden bedoeld in artikel 108ter, § 2, van de Grondwet.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 20 juli 1989.

**Art. 14.** De Ministers van de Executieve zijn belast, ieder voor wat hem betreft, met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 28 september 1989.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,  
Minister van Ruimtelijke Ordening,  
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,  
Natuurbehoud en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister van Economie,

R. GRYP

De Minister van Openbare Werken,  
Verkeer en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,

J.L. THYS

F. 89 — 2171

**28 SEPTEMBRE 1989.** — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale réglant les modalités du contrôle administratif et budgétaire de l'agglomération bruxelloise

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 108ter, § 2 de la Constitution;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de Communes, modifiée par la loi du 21 août 1987;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 69;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1989 de l'Exécutif de la Région Bruxelles-Capitale portant règlement de son fonctionnement dans les matières d'agglomération et réglant la signature des actes de l'Exécutif,

Arrête :

**Article 1er.** Le contrôle administratif et budgétaire est exercé par le Comité des finances et du budget tel que défini par l'article 3, § 3 de l'arrêté de l'Exécutif du 20 juillet portant règlement de son fonctionnement dans les matières d'Agglomération et réglant la signature des actes de l'Exécutif.

#### Section I

Du Comité des finances et du budget  
dénommé ci-après l'Exécutif

**Art. 2. § 1.** L'Exécutif a dans ses attributions l'élaboration des avants-projets de règlements budgétaires.

N. 89 — 2171

**28 SEPTEMBER 1989.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot regeling van de modaliteiten inzake administratief en budgettair toezicht van de Brusselse agglomeratie

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op artikel 108ter, § 2 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1987;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 12 juli 1989 houdende verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;

Gelet op het besluit van 20 juli 1989 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende het règlement van haar werking in agglomeratieaangelegenheden en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve,

Besluit :

**Artikel 1.** Het administratief en budgettair toezicht wordt uitgeoefend door het Comité van Financiën en van Begroting zoals bepaald bij artikel 3, § 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 20 juli houdende het règlement van haar werking en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve.

#### Afdeling I

Het Comité van Financiën en van Begroting  
hieronder genoemd de Executieve

**Art. 2. § 1.** De Executieve is bevoegd voor de uitwerking van de voorontwerpen van budgettaire reglementen.